



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## COMITÉ DES PÊCHES

**Trente-troisième session**

**Rome, 9-13 juillet 2018**

**DÉCENNIE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION  
2016-2025: CONTRIBUTION POSSIBLE DES SECTEURS DE LA  
PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE À UNE ALIMENTATION SAINE ET  
À UNE MEILLEURE NUTRITION**

### Résumé

En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, ou Décennie de la nutrition. Celle-ci fournit un cadre cohérent, clairement défini et assorti de délais qui doit permettre de mettre en œuvre les engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et les Objectifs de développement durable (ODD). L'Assemblée générale des Nations Unies a chargé la FAO et l'OMS de diriger conjointement la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le PAM, le FIDA, l'UNICEF et d'autres parties prenantes pertinentes. Dans le cadre du Programme de travail de la Décennie de la nutrition, les États Membres sont appelés à soumettre des engagements d'action et à constituer des réseaux d'action pour accélérer les progrès sur des points spécifiques au titre des domaines d'action de la Décennie de la nutrition. La Norvège est le premier pays à s'être engagé à établir un réseau mondial d'action sur la pêche dans le cadre de la Décennie. Une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales peut jouer un rôle majeur dans la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, en contribuant aux moyens d'existence, au bien-être et aux revenus et en mettant à la disposition de nombreuses populations des aliments nutritifs et bon marché.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org/cofi/fr](http://www.fao.org/cofi/fr).



mx097

## I. HISTORIQUE DE LA DÉCENNIE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION

1. Le 1<sup>er</sup> avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259<sup>1</sup>, par laquelle elle proclamait 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition («Décennie de la nutrition»<sup>2</sup>).
2. La proclamation de la Décennie de la nutrition était une recommandation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement en novembre 2014 par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et au cours de laquelle ont été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition<sup>3</sup>, qui définit dix engagements d'action généraux, et le Cadre d'action y afférent, qui établit 60 mesures recommandées<sup>4</sup>.
3. En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte des engagements annoncés à la CIN2 en intégrant dans le Programme 2030 un objectif de développement durable (ODD) ainsi libellé: «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable» (ODD 2), et en incorporant dans les autres ODD des aspects liés à la nutrition.
4. Dans la résolution 70/259 proclamant la Décennie de la nutrition, l'Assemblée générale demandait à la FAO et à l'OMS: i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); ii) d'élaborer de concert un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (CPN) et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales, et iii) d'établir des rapports biennaux à l'intention du Secrétaire général des Nations Unies afin d'informer l'Assemblée générale de l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.
5. Le programme de travail pour la Décennie de la nutrition<sup>5</sup> a été élaboré conformément aux orientations données par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/259, selon un processus d'inclusion et de collaboration comprenant quatre débats en face à face avec les Membres. Le Mécanisme de la société civile (MSC) et le Mécanisme du secteur privé (MSP) pour les relations avec le CSA ont participé activement à deux consultations en ligne.
6. La Décennie de la nutrition offre à l'ensemble des parties prenantes, dans le cadre des structures existantes et compte tenu des ressources disponibles, une occasion exceptionnelle et bien délimitée dans le temps de renforcer leurs efforts qu'ils mènent conjointement pour mettre en œuvre les engagements pris au titre de la CIN2 et des ODD liés à la nutrition.
7. Le premier rapport intérimaire sur la Décennie de la nutrition a été publié<sup>6</sup> et sera présenté par le Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-douzième session.

---

<sup>1</sup> A/RES/70/259, [www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&referer=/english/&Lang=F).

<sup>2</sup> <https://www.un.org/nutrition/home> (en anglais).

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>.

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/3/a-mm215f.pdf>.

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/3/a-bs726e.pdf> (en anglais).

<sup>6</sup> <http://undocs.org/fr/A/72/829>.

## II. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCENNIE DE LA NUTRITION

8. Le Programme de travail de la Décennie de la nutrition comporte six domaines transversaux liés entre eux, selon les recommandations formulées par la CIN2 et conformément aux ODD, à savoir:

- a) systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains;
- b) systèmes de santé harmonisés assurant la couverture universelle des mesures nutritionnelles essentielles;
- c) protection sociale et éducation nutritionnelle;
- d) commerce et investissements pour une meilleure nutrition;
- e) environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges;
- f) gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition.

9. La mise en œuvre de la Décennie de la nutrition comporte plusieurs volets:

- a) communication à la FAO et à l'OMS, par les États Membres, des engagements SMART (spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et limités dans le temps) pris à la CIN2, dans le contexte des politiques nationales de nutrition ou liées à la nutrition, et énoncés dans le cadre d'un dialogue avec un large éventail de parties prenantes;
- b) recours à des réseaux d'action, à savoir des coalitions de pays informelles qui mettent l'accent sur un domaine d'action lié à la nutrition et qui visent à renforcer la collaboration en faveur de la nutrition;
- c) organisation de forums permettant de planifier, de partager des connaissances, de prendre acte des résultats positifs, d'exprimer les difficultés et de promouvoir la collaboration entre les parties prenantes pertinentes;
- d) mobilisation de ressources financières à l'appui de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux.

10. En mai 2017, au cours de la soixante-dixième Assemblée mondiale de la Santé, le Brésil et l'Équateur sont devenus les deux premiers pays à prendre des engagements concrets et ambitieux en matière d'action, dans le cadre de la Décennie de la nutrition<sup>7</sup>.

11. En novembre 2017, les engagements pris dans le cadre de la Décennie de la nutrition lors du Sommet mondial de la nutrition qui s'est tenu à Milan (Italie), comprenaient des financements nationaux annoncés par divers pays dont la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Inde, Madagascar, le Niger, le Nigéria et la Zambie<sup>8</sup>.

12. La Norvège a annoncé à la Conférence sur les océans de juin 2017 la création d'un *Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*<sup>9</sup>, qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie de la nutrition et fait directement suite aux ODD (voir plus loin la Section IV, paragraphes 21 à 24).

13. Deux réseaux régionaux supplémentaires ont été annoncés à la Conférence mondiale sur les maladies non transmissibles qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) en octobre 2017<sup>10</sup>: le *Réseau d'action des Amériques pour un environnement alimentaire sain*, conduit par le Chili, et le *Réseau d'action pour l'élimination de l'obésité infantile dans le Pacifique*, sous le patronage des Fidji.

<sup>7</sup> <https://extranet.who.int/nutrition/gina/fr/commitments/summary>.

<sup>8</sup> <https://nutritionforgrowth.org/press-release-global-nutrition-summit-2017-milan/> (en anglais).

<sup>9</sup> <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/action-network/> (en anglais).

<sup>10</sup> <http://www.who.int/conferences/global-ncd-conference/montevideo-report.pdf?ua=1> (en anglais).

14. En décembre 2016, la FAO et l'OMS ont accueilli conjointement à Rome, dans le cadre de la Décennie de la nutrition, le *Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition*<sup>11</sup>, principalement axé sur les politiques et les mesures agissant sur l'offre et la demande et destinées à faciliter l'accès à une bonne alimentation, à donner aux consommateurs les moyens de choisir une alimentation saine et à renforcer la reddition de comptes, la résilience et l'équité au sein des systèmes alimentaires. Plusieurs séances ont été consacrées aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture, notamment aux expériences des pays en matière de promotion de la consommation de poisson, de transformation et de commercialisation, et à la pêche comme une activité économique essentielle.

15. En outre, cinq colloques régionaux de suivi<sup>12</sup> ont permis d'examiner comment la notion de systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition se présentait dans les régions et quelles difficultés elle présentait; de confronter les caractéristiques essentielles des systèmes alimentaires des différentes régions et la façon dont ces caractéristiques influent sur les modes d'alimentation; de recenser les politiques et expériences régionales de lutte contre la malnutrition sous l'angle des systèmes alimentaires; et de déclencher l'élaboration de mesures conformes au cadre d'action adopté à la CIN2 et au programme de travail pour la Décennie de la nutrition.

### III. CONTRIBUTION DES SECTEURS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE À UNE ALIMENTATION SAINE

16. Les mauvaises habitudes alimentaires sont le deuxième facteur de risque dans le monde s'agissant des décès et de la morbidité<sup>13</sup>. D'après le Rapport sur la nutrition mondiale, 88 pour cent des pays font face à une lourde charge causée par deux ou plusieurs formes de malnutrition. Le monde est donc mal engagé pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition. Dans nombre de systèmes alimentaires, les aliments nutritifs qui constituent un régime sain sont hors d'atteinte, soit parce que ces aliments ne sont pas disponibles, soit parce qu'ils sont trop chers.

17. Toutefois, des initiatives, menées par ordre de priorité et conçues pour accélérer les actions entreprises dans le cadre la Décennie de la nutrition, peuvent aider à tenir les engagements de la CIN2 et à atteindre les cibles mondiales de nutrition 2025 approuvées par l'Assemblée mondiale de la Santé<sup>14</sup>, les cibles mondiales en matière de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire<sup>15</sup> et les autres cibles nationales concernant la nutrition et liées au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

18. Lors de la CIN2, par la Déclaration de Rome sur la nutrition, les États Membres se sont engagés «à renforcer les systèmes alimentaires durables, de la production à la consommation et dans tous les secteurs concernés, en élaborant des politiques cohérentes des pouvoirs publics afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et de favoriser une alimentation sûre et variée»<sup>16</sup>.

---

<sup>11</sup> <http://www.fao.org/about/meetings/sustainable-food-systems-nutrition-symposium/fr/>;  
<http://www.fao.org/documents/card/fr/c/19025EN/> (en anglais).

<sup>12</sup> Pour l'Amérique latine et les Caraïbes (San Salvador, 5-7 septembre 2017), pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok, 10-11 novembre 2017), pour l'Afrique (Abidjan, 16-17 novembre 2017), pour l'Europe et l'Asie centrale (Budapest, 4-5 décembre 2017) et pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (Muscat, 11-12 décembre 2017);  
<http://www.fao.org/about/meetings/sustainable-food-systems-nutrition-symposium/regional-symposia/fr/>.

<sup>13</sup> Global, regional, and national comparative risk assessment of 84 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks, 1990-2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016 (Étude comparative des risques à l'échelle nationale, régionale et mondiale de 84 risques comportementaux, environnementaux, professionnels et métaboliques, 1990-2016: une analyse systématique pour l'étude sur la charge mondiale de morbidité 2016):  
[https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(17\)32366-8.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(17)32366-8.pdf).

<sup>14</sup> [www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/](http://www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/).

<sup>15</sup> [www.who.int/nmh/ncd-tools/definition-targets/en/](http://www.who.int/nmh/ncd-tools/definition-targets/en/) (en anglais).

<sup>16</sup> <http://www.fao.org/3/a-m1542f.pdf>.

19. De manière générale, le colloque international et les cinq colloques régionaux ont contribué à sensibiliser aux approches fondées sur les systèmes alimentaires et à créer un consensus, et ont permis de dégager des exemples concrets, notamment dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, afin d'améliorer la nutrition. Ainsi:

- a) au cours du colloque régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Pérou a présenté son initiative relative à la promotion de la consommation responsable de poisson dans les écoles<sup>17</sup>;
- b) au cours du colloque régional pour l'Asie et le Pacifique, WordFish a fait une présentation sur les régimes alimentaires sains – le rôle de la pêche de capture et de l'aquaculture dans l'amélioration de la nutrition pour l'après-2015 –, qui met l'accent sur la contribution importante du secteur de la pêche aux moyens d'existence, au bien-être, aux revenus et aux sources d'aliments nutritifs et abordables pour le plus grand nombre<sup>18</sup>;
- c) au cours du colloque régional pour l'Europe et l'Asie centrale, la Norvège et le Portugal ont communiqué leurs bonnes pratiques sur les aliments durables tirés des océans<sup>19</sup>.

20. Dès lors qu'il est développé de manière responsable sur les plans social et environnemental et bénéficie d'un soutien dans ce sens, le secteur de la pêche peut jouer un rôle essentiel dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Les produits halieutiques sont une bonne source de protéines de qualité, ainsi que de vitamines et de minéraux essentiels. Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture fournissent des revenus et des moyens d'existence importants à de nombreuses communautés<sup>20</sup>. Les aliments tirés des océans pourraient jouer un rôle considérable dans la lutte contre les carences en micronutriments<sup>21</sup>.

#### **IV. RÉSEAU MONDIAL D'ACTION POUR UNE ALIMENTATION DURABLE TIRÉE DES OCÉANS ET DES EAUX CONTINENTALES, AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION**

21. Les débats sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition ne prennent pas toujours en compte les produits alimentaires aquatiques. De plus, les politiques nationales en matière de pêche et d'aquaculture mettent souvent l'accent sur la viabilité biologique et l'efficacité économique de ces secteurs, et pas sur leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition. La Norvège a donc décidé de créer le *Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales, au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*<sup>22</sup>, en vue d'accroître l'impact nutritionnel de la pêche et de l'aquaculture dans l'optique de la CIN2 (progresser vers une alimentation saine dans le contexte de la Décennie de la nutrition)<sup>23</sup>.

---

<sup>17</sup> <https://fr.slideshare.net/ExternalEvents/pesca-educa-promoviendo-el-consumo-responsable-de-pescado-en-las-escuelas-per> (en espagnol).

<sup>18</sup> <http://www.fao.org/3/a-bt729e.pdf> (en anglais).

<sup>19</sup> [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/reu/europe/documents/events2017/FNsymp/Programme\\_en.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2017/FNsymp/Programme_en.pdf) (en anglais).

<sup>20</sup> <http://www.fao.org/3/a-i5555f.pdf>.

<sup>21</sup> <http://www.fao.org/3/a-i3844f.pdf>.

<sup>22</sup> <http://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/action-network/> (en anglais).

<sup>23</sup> De multiples activités sur la sécurité alimentaire et la nutrition liées à la pêche et à l'aquaculture ont été réalisées, notamment la mise en place de réseaux, de projets et de projets-cadres au sein du Département des pêches et de l'aquaculture et du Département du développement économique et social de la FAO. Il a donc été décidé que pour maximiser les effets de synergie et la coopération et éviter les doublons et les éventuels chevauchements, ces initiatives seraient supervisées conjointement par les sous-directeurs généraux de ces deux départements.

22. Le Réseau d'action offrira aux pays une plateforme qui permettra de mettre en avant le rôle important que l'alimentation tirée des océans et des eaux continentales peut jouer dans la sécurité alimentaire, et susciter l'intérêt politique, de diffuser les connaissances et les bonnes pratiques, de mettre en évidence des exemples de réussites mais aussi d'obstacles rencontrés, et d'œuvrer en faveur de la production et de la consommation de produits alimentaires aquatiques sains et nutritifs, avec pour objectif ultime d'améliorer les systèmes alimentaires, les régimes alimentaires et la nutrition pour tous grâce à des changements de politiques.

23. Il n'y a pas de limite au nombre de pays pouvant se joindre au Réseau d'action. Les participants sont des représentants de ministères ou d'autres institutions publiques nationales s'occupant de domaines liés à la nutrition. L'adhésion est ouverte à plus d'un ministère ou institution publique de chaque pays afin de s'assurer de l'engagement multisectoriel nécessaire à l'intégration et au maintien de l'action. En devenant membre, les pays s'engagent à participer activement aux activités du Réseau d'action, y compris en proposant des points d'action et en aidant à la mise en œuvre.

24. La première réunion officielle du réseau devrait se tenir à Rome le 5 juillet 2018. Les pays qui souhaitent faire partie du Réseau d'action et participer à sa première réunion sont priés de contacter le Ministère norvégien du commerce, de l'industrie et des pêches<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> <http://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/rome-2018/> (en anglais).